

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 14 juin 2021

Le 20 juin, exprimons notre colère Votons pour les listes de Lutte ouvrière

En pleine campagne électorale pour les régionales, les patrons continuent à annoncer leurs plans de licenciements, pendant que, côté gouvernement, on commence à ressortir les projets d'attaque contre les retraites. Sur le plan politique les discours d'extrême droite se banalisent, repris en grande partie par tout le monde des politiciens, tablant sur les préjugés pour leurs courses aux voix.

Mais samedi dernier, des milliers de personnes ont défilé partout en France à l'appel de plusieurs collectifs et organisations politiques et syndicales pour dénoncer la montée des idées d'extrême droite. Samedi prochain, 19 juin, sera jour de manifestations pour l'interdiction des licenciements, contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage.

Une crise qui s'enlise

Pour la plupart d'entre nous, les préoccupations du moment concernent davantage le chômage et la pauvreté qui s'aggravent, que les promesses électorales (jamais tenues) de tous les politiciens qui sollicitent nos suffrages. Chaque semaine, de nouveaux plans de licenciement sont annoncés, mais pendant ce temps, on apprend que les patrons du CAC 40 distribuent des milliards de dividendes à leurs actionnaires et enregistrent des profits record, tandis que les milliardaires voient leur fortune bondir. La réforme de l'assurance chômage décrétée par le gouvernement va dégrader encore la situation des plus précaires. L'ancien premier ministre, Édouard Philippe, clame à nouveau qu'il va falloir reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite, pendant que Macron se tâte sur l'opportunité électorale de l'annoncer tout de suite.

Des idées réactionnaires pour tenter de diviser les travailleurs

Et c'est dans cette situation dramatique pour les couches populaires qu'on assiste ces derniers temps à un regain de propos réactionnaires, venant d'une extrême droite décomplexée, mais repris par une partie de la classe politique de droite comme de gauche. Jusqu'à un Fabien Roussel, candidat PCF à la présidentielle de 2022, qui propose sur le plateau de CNEWS que les demandeurs du droit d'asile déboutés qui n'acceptent pas de « rentrer chez eux » de leur plein gré, soient expulsés.

Ce n'est pas pour rien qu'on voit fleurir cette propagande nauséabonde : elle est un poison mortel pour le monde du travail, pour la jeunesse. Elle n'a pour but que de nous diviser, en désignant les travailleurs d'à côté, et non les patrons et actionnaires, comme responsables de

l'accroissement du chômage. Les politiciens qui la professent veulent avant tout s'en prendre aux travailleurs, aux femmes et aux plus pauvres, plutôt qu'aux riches.

Le RN de Marine Le Pen ne rêve que de gérer les affaires de la bourgeoisie, aujourd'hui dans les régions, et demain à l'échelle nationale, et il n'a grandi que grâce aux politiques menées par la gauche et la droite au pouvoir ces dernières décennies et aux régressions sociales qu'elles ont programmées.

Face aux patrons et aux gouvernants, opposons nos luttes

Face à tout cela nous devons défendre pied à pied nos droits et nos libertés. Exiger la régularisation de tous les sans-papiers et le droit d'asile inconditionnel, une meilleure indemnisation du chômage, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Il n'y aura pas de « barrage à l'extrême droite » aux prochaines élections du côté des politiciens qui lui ont ouvert la porte. La seule façon de combattre réellement ces idées, c'est de lutter avec l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, français ou immigrés tous unis, pour faire reculer Macron et les patrons.

Participons nombreux à la manifestation du 19 juin à Paris contre les licenciements et le chômage.

Et le 20 juin, au premier tour des élections régionales et départementales, faisons entendre notre voix, celle du monde du travail, en votant pour les seules listes de candidats qui portent nos intérêts et affirment des perspectives révolutionnaires : celles de Lutte ouvrière.

Déconfinement sauce Stellantis

Depuis le 9 juin le télétravail n'est plus la norme demandée par le gouvernement. Pourtant la direction a annoncé qu'il n'y aurait pas de retour à la normale pour nous en juin. Sur différents sites comme à Vélizy ou au Pôle tertiaire, les locaux ne sont pas prêts à nous accueillir et les rares communications de la direction nous rappellent que nous sommes proches de la limite d'accueil pour les parkings ouverts et la restauration.

La direction, sans nous demander notre avis, fait tout pour nous faire poursuivre le télétravail généralisé. Mais l'accord est clair : le télétravail c'est au volontariat !

Dieselgate : aux vrais pollueurs de payer !

Peugeot et Citroën ont été mis en examen mercredi et jeudi derniers pour une enquête sur la fraude aux contrôles antipollution, comme l'ont été avant eux Renault et Volkswagen. PSA pourrait alors écoper d'une amende de 5 milliards d'euros pour les quelques 1,9 millions de véhicules diesel produits et vendus entre 2009 et 2015 selon une stratégie visant à fausser les tests antipollution.

C'est la direction qui utilise notre travail pour valider des tests bidons et produire des véhicules polluants tout ça pour augmenter les profits : hors de question qu'elle tente de nous le faire payer !

Le 19 juin, contre les licenciements !

Après la manifestation du 23 janvier qui avait réuni plus de 2 000 personnes et une trentaine de délégations de salariés d'entreprises en proie à des plans de suppressions d'emplois, les salariés licenciés du voyageur TUI appellent, avec d'autres, à se retrouver dans la rue le 19 juin.

Alors qu'ils empochent des profits et touchent de l'argent public, les patrons font feu de tout prétexte pour justifier les plans sociaux et autres destructions d'emplois. Quant au gouvernement, il s'en prend aux chômeurs en réduisant leurs allocations.

Contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage, soyons nombreux ce samedi pour ne pas faire les frais de leur système !

Impôt à 15 % ? Pour les Gafam, c'est le paradis

À l'initiative des États-Unis, les ministres des Finances du G7 se sont entendus pour un taux d'imposition minimal sur les sociétés de 15 % et pour qu'une partie des bénéfices des grandes entreprises puisse être obligatoirement imposée sur le lieu de vente. Il s'agirait de réduire l'évasion fiscale.

Mais, au-delà du fait que cet impôt a peu de chances de voir le jour, car soumis à un accord mondial, ce taux de 15 % correspond en fait à ce que payent déjà les géants américains du numérique, et reste nettement inférieur aux taux pratiqués en dehors des paradis fiscaux.

Le risque est surtout que les États s'alignent ensuite sur ce chiffre, dans la lignée des quarante dernières années : le taux de l'impôt sur les sociétés est passé de 40 % en moyenne dans le monde en 1980 à 25 % aujourd'hui.

Avec un tel impôt mondial, les Gafam et autres multinationales n'ont pas de souci à se faire.

De Trump à Biden, même démagogie anti-immigrés

À l'occasion d'un déplacement en Amérique centrale, la vice-présidente américaine Kamala Harris a rappelé que les migrants ne sont pas les bienvenus : « *Ne venez pas. Ne venez pas. Les États-Unis continueront à appliquer leurs lois et à sécuriser leurs frontières. Si vous venez à notre frontière, vous serez refoulés.* »

Pour compléter le mur de Trump, les Démocrates proposent de sous-traiter le flicage et le tri des migrants aux pays d'origine, Mexique en tête, en échange de quelques subventions présentées comme de « l'aide au développement ».

Cette politique inhumaine et meurtrière est déjà largement pratiquée en Europe. Des deux côtés de la frontière, ceux qui avaient encore quelques illusions dans Biden sont désormais fixés.

Au Brésil, violences homophobes encouragées

Le 31 mai, un homosexuel de 22 ans a été torturé et violé par trois hommes armés, qui ont taillé des propos homophobes sur ses jambes, le laissant dans un état grave.

La violence homophobe est monnaie courante dans un pays où l'emprise idéologique d'un catholicisme très conservateur favorise le rejet des minorités LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres). Le Brésil est champion du monde en matière de meurtres de personnes LGBT (237 en 2020). Cette violence a encore augmenté sous la présidence de Bolsonaro, individu ouvertement homophobe.

Pour nous suivre en télétravail :

www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences Révolutionnaires

NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

Lisez, partagez et abonnez-vous à la presse révolutionnaire !

Retrouvez, entre autres nos articles sur les mobilisations actuelles dans l'ingénierie Renault et le dossier sur la guerre d'Algérie dans le dernier numéro 138 de notre revue Convergences Révolutionnaires sur le site :

convergencesrevolutionnaires.org

Et chaque semaine, un point de vue militant du NPA sur l'actualité : lanticapitaliste.org et sa version papier L'anticapitaliste.